|  |
| --- |
| Note d’information sur la situation économique  au premier trimestre 2014 L’arrêté des comptes nationaux du premier trimestre 2014 montre un ralentissement du rythme de croissance de l’économie nationale, se situant à 1,7% au lieu de 3,8% durant la même période de l’année 2013. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 2,1%, celles du secteur agricole, en revanche, accusent une baisse de 1,6%. Dans ce contexte, le besoin de financement de l’économie est en hausse, passant de 7,3% du produit intérieur brut à 8,1%, alors que le niveau général des prix est en quasi- stabilité. La **valeur ajoutée globale** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** a augmenté de 1,6% au premier trimestre 2014 au lieu de 3,8% le même trimestre de l’année précédente.  Dans ce cadre **:**  La **valeur ajoutée du secteur primaire** a enregistré un recul de 4,4% après la forte croissance de 17% le même trimestre une année auparavant. Ceci s’explique par la baisse des activités de:   * l’agriculture de 1,6% au lieu d’une hausse de 15,8%; * la pêche de 18,6% au lieu de d’une hausse de 38,4%.   **la valeur ajoutée du secteur secondaire** a enregistré une hausse de 1,8% au lieu d’une baisse de 1,4% durant la même période de l’année précédente. Cette hausse est le résultat de l’augmentation des activités :   * de l’industrie d’extraction de 6,4% au lieu d’une baisse de 3,5% ; * de l’électricité et eau de 3,8% au lieu d’une baisse de 4,8%; * des industries de transformation de 0,9% au lieu de 0,6%; * du bâtiment et travaux publics de 0,3% au lieu d’une baisse de 2,7%.   **La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, de son côté, a affiché une croissance de 3,5% au lieu de 3% le même trimestre de l’année 2013. Toutes les composantes du secteur ont dégagé des croissances positives :   * les hôtels et restaurants de 6,5% au lieu de 5,4%; * le transport de 5% au lieu d’une baisse de 0,3%; * les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale de 5% au lieu de 4,6%; * les postes et télécommunications de 4,9% au lieu de 5,9%; * les services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,7% au lieu de 1,6%; * les services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale de 2,6% au lieu de 6%; * le commerce de 1,4% au lieu de 0,2%; * les services financiers et assurances de 0,8% au lieu d’une baisse de 0,3%.   Au total, **le Produit Intérieur Brut (PIB)** s’est accru de 1,7% en volume au lieu de 3,8% la même période de l’année passée. Aux prix courants, l’accroissement a été de 1,9% au lieu de 6,4%, dégageant ainsi une légère hausse du prix implicite du PIB de 0,2%.  Au niveau des emplois du PIB en volume, la demande intérieure a affiché une amélioration de sa croissance, se situant à 3% au premier trimestre 2014 au lieu de 2,8% la même période de l’année 2013, avec une contribution à la croissance de 3,1 points au lieu de 2,9. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,2% au lieu de 3%, contribuant pour 1,9 point à la croissance au lieu de 1,8 point. La consommation finale des administrations publiques a enregistré une hausse de 2,9% au lieu de 4,5% avec une contribution à la croissance de 0,5 point au lieu de 0,8 point. L’investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks), en revanche, a connu une quasi-stagnation au lieu d’une baisse de 0,8% l’année passée.  Les échanges extérieurs de biens et services, de leur côté, ont renoué avec une contribution négative de 1,4 point à la croissance économique au lieu d’une contribution positive de 0,9 point. Les exportations ont affiché une hausse de 8,8% au lieu d’une baisse de 1,6% et les importations ont augmenté de 12% au lieu d’une baisse de 3,8% au premier trimestre de l’année 2013.  Aux prix courants, avec la hausse du PIB de 1,9% au lieu de 6,4% et l’augmentation des revenus nets reçus du reste de monde de 13,3% au lieu de 0,3%, le revenu national brut disponible a connu une faible progression de 2,5% au lieu de 6,1% durant le premier trimestre de l’année 2013.  La progression de la consommation finale nationale en valeur étant de 3,7% au lieu de 5,2%, l’épargne nationale s’est située, en conséquence, à 25,6% du PIB au lieu de 26,4%.  L’investissement brut ayant représenté 33,7% du PIB, au même niveau que celui de la période précédente, le besoin de financement de l’économie nationale s’est établi, ainsi, à 8,1% du PIB au lieu de 7,3% .  Ci-joint les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2014. |

